

différentes responsabilités. L'audit permettra de déterminer la part de la dette publique qui est illégitime, que le peuple doit refuser de rembourser et qu'il convient d'abolir. C'est à l'été 2011 que des associations, des syndicats et des partis politiques ont créé en France le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique (CAC, voir www.audit-citoyen.org). Un texte de référence a été rédigé et proposé à la signature. Cet appel pour un audit a été signé par plus de 58 000 personnes six mois plus tard.

Lancée au niveau national, cette revendication de l'audit a donc très vite été portée par de nombreux citoyens sur l'ensemble du territoire. Des dizaines de comités locaux se sont spontanément mis en place sans qu'il s'agisse d'une démarche « venue d'en haut ». La volonté de lancer cet audit a rencontré les inquiétudes des citoyens français et leur besoin d'agir au moment où l'Union européenne subit des rafales d'austérité justifiées par la dette. Si on décide de payer, on veut savoir pour quoi. Nous voulons décider ce que nous acceptons de rembourser et ce qu'il n'est pas acceptable de payer. L'audit est le passage obligé dans ce but.

En décembre 2011, la double émission « Là-bas si j'y suis » de Daniel Mermet, sur France Inter, intitulée « La dette ou la vie » autour des activités du CADTM, a connu un succès très important. Dans les semaines qui ont suivi, les demandes d'informations et les prises de contacts ont été très nombreuses. L'écho rencontré par la revendication de l'audit et l'illégitimité de la dette se confirmait de manière éclatante.

Le 14 janvier 2012, le CAC a organisé sa première journée d'activités à Paris, à destination des comités locaux qui étaient très demandeurs d'informations et de pistes d'actions. Une cinquantaine de personnes étaient attendues, elles furent plus de 120. C'était la confirmation que quelque chose de prometteur se passait. Les sollicitations d'intervenants pour venir lancer tel comité local ou apporter telle expertise ont augmenté de manière exponentielle. Le lendemain, à l'initiative d'Attac et de Médiapart, à l'Espace Reuilly à Paris, plus de 1100 personnes sont venues réfléchir sur le thème « Leur dette, notre démocratie ». Une conférence a même été improvisée sur le trottoir devant l'Espace Reuilly car la salle ne contenait que 700 places... Une nouvelle étape était franchie.

Début mars 2012, plus de 110 collectifs locaux sont créés. Souvent, des sous-groupes de travail permettent de développer l'information sur l'analyse globale ou de commencer les travaux pour un audit local des dettes détenues par les collectivités territoriales, les hôpitaux et les organismes de logement social. D'autres préparent des actions de rue ou analysent l'impact des politiques d'austérité à l'échelle locale. Les énergies sont mobilisées, la structure se met en place, l'offensive a commencé. Elle est essentielle pour se réapproprier démocratiquement le pouvoir de décision confisqué par les créanciers et les marchés financiers. Pour rompre enfin le tabou sur la question du remboursement de la dette publique.

Damien Millet est porte-parole du CADTM France, membre du CAC national et auteur avec Eric Toussaint du livre AAA. Audit Annulation Autre politique, Seuil, 2012.

Damien Millet est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Damien Millet publiés par Mondialisation.ca



[Baron's Limousine Paris](http://www.barons-limousines.com) Affordable & Reliable Limousine Tourism Business Paris Airport www.barons-limousines.com

[47 Hôtels à Strasbourg](http://Venere.com/Hotels_Strasbourg) De 1 à 5 étoiles: Comparez et Réservez votre Hôtel! Venere.com/Hotels_Strasbourg

[Paris France guided tours](http://www.artventures-paris.com) Visit Paris and the French regions with your personal Licensed guide www.artventures-paris.com



Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias : crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Damien Millet, cadtm.org, 2012

L'adresse url de cet article est : www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29758

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009